



N° 15

DISETTE : Manque de ce qui est nécessaire à la
vie et, en particulier, manque de vivres, pénurie.

Novembre 2015

Agir tous ensemble avant qu'il ne soit trop tard !

Le message est on ne peut plus clair, et il est intersyndical : la CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques et FO DGFIP appellent à une journée de mobilisation nationale le 18 novembre 2015.

Le même jour, est convoqué un comité technique de réseau (CTR) avec pour principal point à l'ordre du jour le budget de la Direction générale des finances publiques (DGFIP). Pour 2016, il prévoit 2130 suppressions d'emplois et une nouvelle baisse du budget de fonctionnement, soit des mesures qui vont une fois de plus accélérer la dégradation des conditions de vie au travail, les restructurations et affaiblir la capacité de la DGFIP à exercer ses missions.

Alors que nos métiers et notre statut sont bafoués et mis en danger par la politique destructrice du gouvernement, il est urgent que les agents fassent part de leur ras le bol général en participant activement et nombreux aux rassemblements qui auront lieu le 18 novembre 2015.

Faire la grève, c'est refuser les suppressions d'emplois, les restructurations incessantes et la dégradation des conditions de vie au travail et de la reconnaissance de nos métiers.

Et n'oubliez pas : votre poste, même celui de Directeur, est le prochain sur la liste !

Une histoire sans fin

On pensait vraiment ne plus y revenir tant l'affaire en question a connu des répercussions nationales. Mais la DISI RAEB vient de remettre l'ouvrage sur le métier avec une constance rare : les serveurs en salle blanche de l'ESI Lumière ont connu fin octobre un nouvel épisode de canicule. Une nouvelle fois, on a frôlé un incident analogue à celui du mois de juin, relaté il y a peu dans la Disette de juillet 2015. Il y eut même une coupure de service, le serveur de listes de diffusion s'étant étouffé tout seul pour ne pas faire fondre ses processeurs...

Pourquoi un nouvel épisode rocambolesque ? Parce que la Direction n'a tenu compte que très partiellement des précédents incidents. S'il a ainsi été décidé de remplacer le groupe froid défaillant, entre fin octobre et début novembre, l'opération a été menée avec une légèreté incroyable. Il semble bien que toute l'intervention se soit faite sans en informer quiconque.

Quand on manipule une climatisation qui concerne des serveurs de production particulièrement sensibles et importants pour tout le système d'information de la DGFIP, nul besoin de sortir de Saint-Cyr pour penser que cela puisse engendrer d'éventuels désagréments. Le moins aurait été de prévenir un certain nombre de services et, au minimum, ceux de l'assistance de la situation et des conséquences possibles.

Mais non. Pas de GESIP (outil d'information des Interventions Programmées), alors que, en son absence, tout projet d'intervention non publié de manière ad-hoc est débouté sans ménagement : interdiction d'effectuer des SWITCH (information en temps réel des difficultés des applications) notamment quand les listes étaient inaccessibles.

Mais surtout, instruction a été donnée de ne pas débrancher les serveurs de développement et de qualification de la filière fiscale, arrêt qui aurait sans nul doute permis aux serveurs de production vraiment utiles de ne pas souffrir autant, et faire souffrir ceux qui en ont la charge.

.../...

Journal d'information des Finances Publiques - CGT Finances Publiques

✉ cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/691/>

Sans parler des petites incompréhensions, excuses bidons, et anecdotes croustillantes sur la température extérieure anormalement élevée et les bouches d'aération des groupes froid de secours pas dans le bon sens... A plusieurs moments, l'annuaire DGFIP a tenu par un fil, comme par miracle.

Une nouvelle crise qui était pourtant facilement évitable. Les téléphones personnels qui sonnent en pleine nuit, toutes les nuits, ce n'est pas acceptable. C'en est vraiment trop !

Désigné responsable en haut lieu pour les désordres de l'été dernier alors qu'il n'y est strictement pour rien, l'ESI Part-Dieu et l'ensemble des agents en charge de ce qui reste de l'exploitation se seraient bien passés de ce nouvel épisode qui ne chauffe pas que les machines.

Les règles les plus élémentaires dont on nous abreuve continuellement ne sont même pas respectées et les décisions qu'exige la situation d'urgence jamais prises. Du « responsable mais pas coupable », on passe allègrement au « ni responsable, ni coupable ». Rien de bien nouveau en somme, mais de plus en plus insupportable.

La Disette n'aime pas les miracles.

Un projet bien mûr

A l'heure où il fait encore une fois bien trop chaud chez les uns, bien trop froid chez d'autres, où les droits élémentaires des agents sont ouvertement bafoués (comme ces jours à Grenoble où le Directeur n'a pas accordé d'absence exceptionnelle à 10 agents ayant décidé de rentrer chez eux suite à une panne de chauffage les empêchant de travailler dans des conditions dignes d'une grande direction comme la DGFIP), où les conditions de travail se réduisent à une douce utopie, voilà que notre DISI, dans sa grande mansuétude, daigne accorder aux agents les faveurs d'une conférence. Et celle-là se révèle être, pour une fois, d'actualité : la gestion du stress.

On ne saurait faire la fine bouche : même annoncée en catimini pendant les vacances scolaires, avec à peine 24 heures pour s'inscrire, la direction accorde quelque chose au bénéfice des agents. Incroyable ! On en serait presque à mettre une énorme croix sur le calendrier tant la chose est rarissime.

Cela voudrait donc dire, contrairement à la tradition perpétuellement et savamment entretenue, que les vocables « oui » ou « d'accord » n'ont pas encore atteint l'état de mort clinique, et donc que les décideurs semblent se rappeler que ces mots existent encore et ont un sens.

Ainsi le 2 novembre 2015, 3 petites heures ont été consacrées à la gestion du stress, afin, dicit la documentation jointe à l'avis, « de nous libérer des émotions non désirables et des idées limitatives concernant notre potentiel, ce qui annonce un bouleversement dans la gestion des nombreux aspects de votre vie ».

Mais on peut aussi retourner le problème. Impossible de ne pas se demander pourquoi autant de personnes sont atteintes de cette affection grave et invalidante qui engendre malaise et angoisse.

Les causes sont multiples, et pas forcément d'origine professionnelle, mais à la DISI RAEB en particulier, impossible de ne pas faire de lien avec un quotidien des plus contraignant, avec un dialogue social détruit, avec des charges de plus en plus lourdes et déconnectées de la mission de service public qui est la nôtre en raison de la faiblesse des moyens mis en face.

Car c'est bien ce qui donne naissance au stress quand survient un déséquilibre entre la perception des contraintes liées à l'environnement et la perception de ses propres ressources pour y faire face. Un mal qui n'a vraiment rien de ponctuel.

Ce quotidien est ainsi devenu une norme implacable. Il est encore aggravé par un management qu'on ne peine pas à qualifier de brutal, qui prend ça et là quelques libertés avec les règlements, qui s'est octroyé récemment des récréations singulières lors des entretiens avec les agents prétendant à une liste d'aptitude au grade supérieur, confinant parfois à l'humiliation.

C'est toujours non, toujours conflictuel, toujours condescendant. Comment ne pas y voir une source, et des plus importantes, de mal-être, de stress, de démotivation ?

Il est louable de combattre le stress. Mais tant qu'à faire, il serait mieux encore de ne pas le provoquer avec autant d'application. Parce que s'il est un point où la DISI RAEB excelle vraiment, c'est bien celui-ci.

Pas de doute, le projet global est incontestablement mûr. Les raisons de manifester notre contentement étaient très nombreuses le jeudi 8 octobre 2015 : Mouvement interprofessionnel, est-il utile de le souligner, il a réuni plus de 100 000 salariés à travers la France et 12 000 agents à la DGFIP.